

**Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international**

**Accès à l'information et protection  
des renseignements personnels**

**Rapport annuel 2000-2001**

septembre 2001

## Table des matières

	Page
<b>Préface</b>	3
<b>Organisation et mise en application</b>	4
<b>Chapitre I - Accès à l'information</b>	
Demandes traitées	10
Plaintes, affaires portées devant la Cour fédérale	11
Instrument de délégation	11
<b>Chapitre II - Protection des renseignements personnels</b>	
Demandes traitées	12
Correction de renseignements	13
Voies officielles et voies officieuses	13
Instrument de délégation	13
Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)e	13
Usage et divulgation	14
Affaires portées devant la Cour fédérale	14
<b>Annexe A - Rapport statistique sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i></b>	
<b>Annexe B - Instrument de délégation aux termes de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i></b>	
<b>Annexe C - Rapport statistique sur la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i></b>	
<b>Annexe D - Instrument de délégation aux termes de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i></b>	



# Préface

## Responsabilités

### Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international :

- Gère les relations politiques, économiques, commerciales et culturelles du Canada avec plus d'une centaine d'autres pays.
- Gère les missions diplomatiques et les délégations du Canada dans le monde entier.
- Fournit une large gamme de services aux Canadiens qui voyagent ou habitent à l'étranger : passeports, conseils, information et aide en cas de situation d'urgence attribuable à une catastrophe naturelle ou à d'autres causes.
- Aide les entreprises canadiennes à faire la promotion de leurs biens et services sur les marchés étrangers et à les vendre.
- Encourage l'apport d'investissements et de technologie nouvelle au Canada.
- Négocie des accords sur le commerce et l'investissement et règle les différends pour le compte de parties intéressées au Canada.
- Fait la promotion des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité au niveau international à la faveur des relations du Canada avec divers pays et de son appartenance aux organisations internationales.
- Coopère avec les représentants d'autres pays pour élaborer des lois et règlements internationaux.
- Veille à la conformité des politiques du Canada à ses obligations internationales.
- Fait valoir à l'étranger les industries culturelles et établissements d'enseignement du Canada.
- Organise les visites officielles au Canada de chefs d'État et de gouvernements et de ministres, et les visites du gouverneur général, du premier ministre et d'autres ministres à l'étranger.
- Fait mieux comprendre aux Canadiens les questions de commerce international et de politique étrangère par des programmes d'information, ses relations avec les médias, des consultations, son site Web sur Internet et d'autres modes de communication.

## Organisation et mise en application

### Organisation

- Le directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIRPR) a toute l'autorité voulue pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
- Le directeur de l'AIPRP relève du directeur général de la Direction générale des services exécutifs. Outre le directeur, le sous-ministre des Affaires étrangères, le sous-ministre du Commerce international et le directeur général de la Direction générale des services exécutifs disposent aussi des pleins pouvoirs en la matière, et tous les chefs de mission ont le pouvoir d'intervenir en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
- En plus du directeur, le Bureau de l'AIPRP est doté de sept agents, de trois employés de soutien et de plusieurs consultants qui s'occupent tous, à temps plein, de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et des fonctions connexes. La composition du personnel du Bureau, qui emploie des agents du Service extérieur permutants et des spécialistes non permutants, lui permet de bénéficier à la fois d'une expérience approfondie des questions d'AIPRP et de connaissances poussées concernant les politiques et le fonctionnement d'un grand ministère polyvalent.
- Les estimations des traitements et frais de fonctionnement du Bureau de l'AIPRP qu'on trouve dans les statistiques jointes au présent rapport regroupent les chiffres concernant les activités qui relèvent aussi bien de la *Loi sur l'accès à l'information* que de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, car il n'est guère commode de ventiler les chiffres en fonction de ces deux lois.

## Activités

- L'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de politiques, lignes directrices et procédures visant à assurer que le Ministère se conforme aux deux lois.
- Le gouvernement du Canada conserve les documents et renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par les gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le MAECI pour établir le niveau de confidentialité des renseignements ainsi fournis ou pour définir dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Le Bureau de l'AIPRP est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, lesquelles s'effectuent habituellement par l'entremise de nos missions à l'étranger ou des missions étrangères au Canada.
- Les demandes de déclassification et de divulgation de documents canadiens présentées par les gouvernements étrangers.
- La collecte, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des entreprises oeuvrant à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer quelque document que ce soit.
- La réponse à des demandes de divulgation de renseignements personnels à des organismes d'enquête fédéraux aux termes de l'alinéa 8(2)(e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.
- La promotion d'une meilleure connaissance des deux lois au moyen de séances d'information et de conseils pour les services ministériels sur le respect des deux lois.
- La surveillance de l'observation par le Ministère des deux lois, de leurs règlements d'application et des procédures et politiques pertinentes. Le Bureau de l'AIPRP à Ottawa se charge de répondre à toutes les demandes présentées au Ministère au Canada ou à ses missions à l'étranger.

## **Autres responsabilités**

Étant donné son rôle international, le ministère des Affaires étrangères a des défis particuliers à relever dans l'application de la législation sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Les intérêts des autres États et des organisations internationales seraient gravement touchés si des renseignements délicats étaient divulgués à mauvais escient. Si ces renseignements ne sont pas protégés comme il se doit, il peut y avoir des préjudices graves, et non seulement dans les relations du Canada avec la partie touchée, mais aussi dans ses relations avec d'autres pays, qui risquent d'être moins empressés dans des dossiers intéressant les Canadiens.

La règle générale, dans les relations entre États et pour ce qui est de la participation du Canada aux délibérations des organisations internationales ou organismes multilatéraux, est que les communications entre gouvernements sont privées. Les lois canadiennes, conçues pour les besoins intérieurs, doivent être appliquées judicieusement si le Canada veut conserver la confiance des gouvernements et des organisations avec lesquels il traite. Pareillement, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international possède des données et d'autres renseignements qui ont été fournis, d'habitude sous le sceau de la confiance, par des gouvernements provinciaux au Canada, d'autres ministères fédéraux et le secteur des affaires au Canada.

## **Consultation**

Le gouvernement du Canada conserve des documents et renseignements qui lui sont fournis à titre confidentiel par des gouvernements étrangers. On encourage les autres institutions fédérales à consulter le MAECI pour établir le niveau de confidentialité des renseignements ainsi fournis ou pour définir dans quelle mesure leur divulgation nuirait à la conduite des affaires internationales. Ces consultations peuvent être longues et complexes. Le Bureau de l'AIPRP est chargé des consultations avec les gouvernements étrangers, consultations qui se font habituellement par l'entremise de nos missions à l'étranger ou des missions étrangères au Canada.

Le Ministère recueille également, en vertu de diverses dispositions législatives ou autres, un volume appréciable de renseignements commerciaux qui lui sont fournis de manière confidentielle par des entreprises oeuvrant à l'étranger ou traitant avec des gouvernements étrangers. Lorsque, après réception d'une demande visant de tels renseignements, le Ministère estime que les renseignements ne présentent pas pour lui d'intérêt particulier, il informe ou consulte adéquatement les parties intéressées avant de divulguer quelque document que ce soit.

En 2000-2001, le Ministère a reçu 421 demandes de consultation d'autres gouvernements au sujet de la divulgation de renseignements, soit une hausse de 26,8 % par rapport à l'an dernier. Ces chiffres comprennent un certain nombre de demandes de consultation auprès de gouvernements étrangers au sujet de la divulgation de renseignements et de demandes de gouvernements étrangers concernant la déclassification de renseignements par le gouvernement canadien.

### **Demandes d'organismes d'enquête**

Le Bureau de l'AIPRP a traité 177 demandes de divulgation d'information présentées aux termes de l'alinéa 8(2)(e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Ceci représente une hausse de 90,3% par rapport à l'année passée.

### **Accès amélioré**

#### **Programme d'examen des dossiers**

Le Bureau de l'AIPRP a la responsabilité d'examiner les dossiers avant de les transférer aux Archives nationales. Grâce à ce programme obligatoire, le Ministère diffuse chaque année un certain nombre de dossiers, de sorte que les chercheurs accèdent plus facilement à davantage de renseignements relatifs à la conduite des relations internationales du Canada.

#### **Section historique - Programme d'accès non officiel**

Ce programme est une avenue qui s'ouvre aux universitaires et aux chercheurs sérieux qui souhaitent consulter pour leur travail des dossiers détenus par le Ministère. Avec le concours des directions du Ministère, l'accès aux dossiers du Ministère est facilité, dans un cadre qui permet de protéger les renseignements délicats.

#### **Accès non officiel**

Le bureau de l'AIPRP a répondu à plusieurs demandes d'accès non officiel à des renseignements. Des demandes non officielles ont également été adressées à des directions du Ministère, au Service des relations avec les médias, à la bibliothèque principale du Ministère, qui est située au rez-de-chaussée de l'édifice pour faciliter l'accès au public, ainsi qu'aux missions. Les agents ministériels sont encouragés à envisager de répondre aux demandes non officielles de renseignements.



## Salle de consultation

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Elle est également ouverte aux personnes qui préfèrent examiner directement les documents qui sont communiqués pour réduire les frais de photocopie. Dès qu'une demande d'accès a été satisfaite, une description de la demande paraît sur la page d'accueil internet, afin que le public puisse s'informer de ce qui a été divulgué par le Ministère.

## Défis

Le nombre de demandes d'accès à l'information et aux renseignements personnels a continué à s'accroître rapidement, de même que les demandes de consultations de la part d'autres ministères et de gouvernements étrangers. Il est à prévoir que l'intérêt porté à l'information déteu par le Ministère continue à croître, au fur et à mesure que le public en prend conscience.

Le Ministère a également d'autres défis à relever :

- la nécessité d'obtenir des documents détenus dans des missions diplomatiques à l'étranger pour répondre aux demandes;
- le fort volume de cas exigeant la consultation de tiers, d'autres gouvernements, d'organisations internationales et d'organismes multilatéraux;
- la complexité et la nature délicate des demandes reçues.

Étant donné les responsabilités du Ministère, ses employés doivent souvent réagir rapidement à des crises internationales urgentes. Ainsi le Ministère se trouve quotidiennement dans l'obligation de réagir simultanément à une situation urgente d'une part, et à des demandes d'accès à l'information de l'autre.

## Progrès

Au cours de la dernière année fiscale, MAECI a divulgué aux demandeurs plus de deux fois plus de pages que l'année précédant. Le Bureau de l'AIPRP a traité 91.990 pages d'information, comparé à 36.119 l'année d'avant. Ce qui plus est, le Bureau a pu terminer le traitement d'une des plus vastes demandes d'accès à l'information depuis la promulgation de l'Acte. Il a fallu traiter plus de 1,5 millions de pages.

En prévoyant une demande croissante d'accès à l'information en ligne, MAECI s'est servi de cette demande exceptionnelle pour en faire un projet pilote, et a traité cette demande

entièrement en ligne. En se basant sur cette expérience, le Ministère est en train d'élargir sa capacité de traiter les demandes de cette façon.

Comparé à l'année dernière, le nombre de demandes dont MAECI a terminé le traitement a augmenté de 83,6%. En ce qui concerne des demandes d'accès aux renseignements personnels, l'augmentation a été de 90,3%. Les obligations du Ministère en ce qui concerne la Loi sur l'accès à l'information ont été l'objet d'un examen minutieux de la part des médias au cours de l'année. Cependant, il faut également tenir compte des obligations importantes du Ministère en ce qui concerne la Loi sur la protection des renseignements personnels.

# Chapitre I - Accès à l'information

## Rapport statistique

Le lecteur trouvera le rapport statistique détaillé à l'annexe A du présent rapport.

## Interprétation/explication

Durant l'exercice 2000-2001, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a reçu 437 nouvelles demandes présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, auxquelles s'ajoutent 156 demandes reportées de l'exercice précédent. Parmi ces 593 demandes, 468 ont été traitées pendant la période visée par ce rapport et 125 ont été reportées. Deux cent huit demandes ont été traitées en 30 jours ou moins et 69 autres, en moins de 60 jours. Il a fallu plus de 60 jours pour traiter les demandes restantes.

Les demandes traitées se répartissent comme suit :

communication totale	79
communication partielle	205
aucune communication (exemption)	12
aucune communication (exclusion)	1
transmission	8
traitement impossible	86
désistement	73
traitement officieux	4
<b>TOTAL</b>	<b>468</b>

Le rapport statistique ne tient pas compte des 421 demandes de consultation que d'autres ministères et d'autres gouvernements ont adressées au Ministère, qui représentent une hausse 26,8% par rapport à l'an dernier.

La ventilation des demandeurs, présentée ci-dessous, ne donne pas d'indications claires sur les utilisateurs ultimes, et cette information doit être déduite des renseignements contenus dans les demandes. La ventilation est la suivante :

médias	105
établissements d'enseignement	6
entreprises (demandeurs professionnels inclus)	117
organismes (députés inclus)	107
grand public	102

Les coûts indiqués à l'annexe A sont une estimation des salaires et des frais de fonctionnement du Bureau.

## **Plaintes**

Des 97 plaintes reçues pendant l'année par les deux commissaires au sujet du Ministère, 71 ont été présentées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Parmi ces plaintes formulées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, 24 portaient sur les retards (même chiffre l'an dernier). Après enquête, on a jugé que 45 plaintes étaient fondées et 16 sans fondement, tandis qu'il y a eu quatre désistement.

## **Affaires portées devant la Cour fédérale**

En 2000-2001, il y eu une nouvelle demande de nature judiciaire présentée en vertu de l'article 41 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

## **Instrument de délégation**

Le lecteur trouvera à la fin du rapport, à l'annexe B, la liste des cadres, par poste, auxquels le ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi*.

# Chapitre II - Protection des renseignements personnels

## Rapport statistique

Le lecteur trouvera le rapport statistique détaillé à l'annexe C du présent rapport.

## Information/explication

Durant l'exercice 2000-2001, le Ministère a reçu 118 demandes de communication de renseignements personnels, auxquelles se sont ajoutées 13 demandes reportées de l'exercice précédent. Sur ces 131 demandes, 119 ont été traitées pendant l'exercice, une hausse de 83,6% des demandes complétées cette année. Ces demandes se répartissent comme suit :

communication totale	44
communication partielle	47
aucune communication (exclusion)	0
aucune communication (exemption)	3
traitement impossible	15
désistement	6
transmission	4
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>

Parmi les demandes traitées, 77 ont été traitées en 30 jours ou moins, 16 en 60 jours ou moins et 26 en plus de 60 jours.

Des 97 plaintes reçues pendant l'année par les deux commissaires au sujet du Ministère, 26 ont été présentées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Parmi ces 26 plaintes formulées en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, 22 concernaient les retards (contre seulement six l'an dernier). On a jugé que 24 plaintes étaient fondées et qu'une était sans fondement.

## **Demandes de correction de renseignements**

Au cours de la période visée par le présent rapport, il n'y a eu aucune demande de correction de renseignements détenus par le Ministère.

À titre de conseiller principal du Ministère en matière de protection des renseignements personnels, le directeur du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) fournit périodiquement des avis et des conseils sur des questions importantes et délicates concernant les politiques ministérielles, y compris sur le traitement et la protection des renseignements qui se trouvent dans les dossiers des employés et des renseignements personnels sur d'autres personnes, recueillis et conservés dans les dossiers du Ministère. Des séances d'information intraministérielles périodiques et l'expérience acquise à la faveur de la formation et du traitement de dossiers ont rendu les employés plus conscients de la nécessité de répondre aux exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, et les services ministériels, au Canada comme à l'étranger, consultent de plus en plus souvent le Bureau de l'AIPRP au sujet du traitement et de la protection des renseignements personnels. Le Bureau traite également les demandes officieuses de communication de renseignements personnels contenus dans les banques de données du Ministère.

## **Voies officielles et voies officieuses**

Il n'y a eu aucun changement depuis le dernier rapport. Les employés du Ministère continuent d'avoir accès aux dossiers du personnel de manière officielle et, habituellement, sans passer par le Bureau de l'AIPRP. Les requêtes de particuliers ont été traitées aussi rapidement que possible, aussi bien par les voies officielles qu'officieuses.

## **Instrument de délégation**

Le lecteur trouvera à la fin du rapport, à l'annexe D, la liste des cadres, par poste, auxquels le ministre a délégué les pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi*.

## **Divulgence aux termes de l'alinéa 8(2)(e)**

Le Ministère a reçu de divers organismes d'enquête fédéraux 177 demandes de divulgation présentées en vertu de l'alinéa 8(2)(e) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, qui ont toutes été traitées conformément à la *Loi*.

## **Usage et divulgation**

Comme le Ministère n'administre qu'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, la mise en application du code régissant l'usage et la divulgation de ces renseignements n'a pas posé de problème.

## **Affaires portées devant la Cour fédérale**

La Cour fédérale n'a reçu aucune cause présentée par une personne concernant un refus de confirmer ou de nier une mesure touchant des renseignements personnels.

**REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT**  
**RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

 **Government of Canada** / **Gouvernement du Canada**

Institution **DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE**  
**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE**

Reporting period Période visée par le rapport  
**4/1/2000 to/à 3/31/2001**

Source Media Médias **105** Academia Secteur universitaire **6** Business Secteur commercial **117**

Organization Organisme **107** Public **102**

**I** Requests under the Access to Information Act  
 Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period Reçus pendant la période visée par le rapport	<b>437</b>
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	<b>156</b>
<b>TOTAL</b>	<b>593</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	<b>468</b>
Carried forward Reportées	<b>125</b>

**II** Disposition of requests completed  
 Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	<b>79</b>	6. Unable to process Traitement impossible	<b>86</b>
2. Disclosed in part Communication partielle	<b>205</b>	7. Abandoned by applicant Abandon de la demande	<b>73</b>
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	<b>1</b>	8. Treated informally Traitement non officiel	<b>4</b>
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	<b>12</b>	<b>TOTAL</b>	<b>468</b>
5. Transferred Transmission	<b>8</b>		

**III** Exemptions invoked  
 Exemptions

S. Art. 13(1)(a)	<b>78</b>	S. Art. 16(1)(a)	<b>7</b>	S. Art. 18(b)	<b>3</b>	S. Art. 21(1)(a)	<b>82</b>
(b)	<b>15</b>	(b)	<b>1</b>	(c)	<b>0</b>	(b)	<b>75</b>
(c)	<b>2</b>	(c)	<b>8</b>	(d)	<b>3</b>	(c)	<b>38</b>
(d)	<b>2</b>	(d)	<b>0</b>	S. Art. 19(1)	<b>135</b>	(d)	<b>7</b>
S. Art. 14	<b>12</b>	S. Art. 16(2)	<b>19</b>	S. Art. 20(1)(a)	<b>8</b>	S. Art. 22	<b>2</b>
S. 15(1) International rel. Art. Relations intern.	<b>33</b>	S. Art. 16(3)	<b>1</b>	(b)	<b>55</b>	S. Art. 23	<b>29</b>
Defence Défense	<b>138</b>	S. Art. 17	<b>8</b>	(c)	<b>40</b>	S. Art. 24	<b>0</b>
Subversive activities Activités subversives	<b>0</b>	S. Art. 18(a)	<b>2</b>	(d)	<b>41</b>	S. Art. 26	<b>0</b>

**IV** Exclusions cited  
 Exclusions citées

S. Art. 68(a)	<b>8</b>	S. Art. 69(1)(c)	<b>5</b>	30 days or under 30 jours ou moins	<b>208</b>
(b)	<b>0</b>	(d)	<b>13</b>	31 to 60 days De 31 à 60 jours	<b>69</b>
(c)	<b>0</b>	(e)	<b>9</b>	61 to 120 days De 61 à 120 jours	<b>91</b>
S. Art. 69(1)(a)	<b>14</b>	(f)	<b>0</b>	121 days or over 121 jours et plus	<b>100</b>
(b)	<b>1</b>	(g)	<b>21</b>		

**V** Completion time  
 Délai de traitement

**VI** Extensions  
 Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Searching Recherche	<b>43</b>	<b>89</b>
Consultation	<b>16</b>	<b>25</b>
Third party Tiers	<b>0</b>	<b>23</b>
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>137</b>

**VII** Translations  
 Traductions

Translations requested Traductions demandées	<b>0</b>	Copies given Copies de l'original	<b>277</b>
Translations prepared Traductions préparées	<b>0</b>	Examination Examen de l'original	<b>7</b>
English to French De l'anglais au français	<b>0</b>	Copies and examination Copies et examen	<b>4</b>
French to English Du français à l'anglais	<b>0</b>		

**VIII** Method of access  
 Méthode de communication

**IX** Fees  
 Frais

	Net fees collected Frais nets perçus		No. of times Nombre de fois
Application fees Frais de la demande	<b>\$2,080.00</b>	Preparation Préparation	<b>\$371.80</b>
Reproduction	<b>\$1,870.80</b>	Computer processing Traitement informatique	<b>\$0.00</b>
Searching Recherche	<b>\$4,056.20</b>	<b>TOTAL</b>	<b>\$8,378.80</b>
Fees waived Dispense de frais			<b>\$</b>
\$25.00 or under 25 \$ ou moins			<b>77</b>
			<b>\$567.00</b>

**X** Costs  
 Coûts

	Financial (all reasons) Financiers (raisons)	(\$000)
Salary Traitement	<b>581,000.0</b>	
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	<b>380,000.0</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>961,000.0</b>	
	Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)	<b>10.00</b>	



Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

**Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*, le Ministre des Affaires étrangères délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par la Loi. Le présent document remplace et annule celui daté du 17 janvier 1994.

**ANNEXE**Poste

1. Sous-ministre des Affaires étrangères
2. Sous-ministre du Commerce international
3. Directeur général des Services exécutifs
4. Directeur de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

DATE: le 11 mars 1998

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Wayne Stewart'.

## REPORT ON THE PRIVACY ACT

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELSInstitution **DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE**  
**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE**Reporting period Période visée par le rapport  
4/1/2000 to/à 3/31/2001**I** Requests under the Privacy Act  
Demandes en vertu de la Loi sur la  
protection

Received during reporting period Reçus pendant la période visée par le rapport	118
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	13
<b>TOTAL</b>	<b>131</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	119
Carried forward Reportées	12

**IV** Exclusions cited  
Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	1
(b)	0
(c)	1
(d)	0
(e)	0
(f)	0

**VII** Translations  
Traductions

Translations requested Traductions demandées	0
Translations prepared De l'anglais au français	0
Traductions préparées Du français à l'anglais	0

**VIII** Method of access  
Méthode de consultation

Copies given Copies de l'original	88
Examination Examen de l'original	3
Copies and examination Copies et examen	1

**II** Disposition of requests completed  
Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	44
2. Disclosed in part Communication partielle	47
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	3
5. Unable to process Traitement impossible	15
6. Abandoned by applicant Abandon de la demande	6
7. Transferred Transmission	4
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>

**V** Completion time  
Délai de traitement

30 days or under 30 jours ou moins	77
31 to 60 days De 31 à 60 jours	16
61 to 120 days De 61 à 120 jours	5
121 days or over 121 jours ou plus	21

**IX** Corrections and notation  
Corrections et mention

Corrections requested Corrections demandées	0
Corrections made Corrections effectuées	0
Notation attached Mention annexée	0

**III** Exemptions invoked  
Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	5
(b)	1
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	9
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	7
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	1
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	1
S. Art. 26	44
S. Art. 27	6
S. Art. 28	0

**VI** Extensions  
Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Interference with operations Interruption des opérations	6	0
Consultation	7	0
Translation Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>0</b>

**X** Costs  
Coûts

	Financial (all reasons) Financiers (raisons)	(\$000)
Salary Traitement		581,000.0
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)		380,000.0
<b>TOTAL</b>		<b>961,000.0</b>
Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)		10.00

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

**Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels***

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le Ministre des Affaires étrangères délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 17 janvier 1994.

## ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-ministre des Affaires étrangères	Tous les articles
2. Sous-ministre du Commerce international	Tous les articles
3. Directeur général des Services exécutifs	Tous les articles
4. Directeur de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels	Tous les articles
5. Chefs des missions diplomatiques/consulaires	Alinéa 8(2)(m)

DATE: 1e 11 mars 1998

DDCS  
CA1  
EA  
A13  
EXF  
2001

**Department of Foreign Affairs and International Trade**

# **Access to Information and Privacy Protection**

**Annual Report 2000-2001**

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères

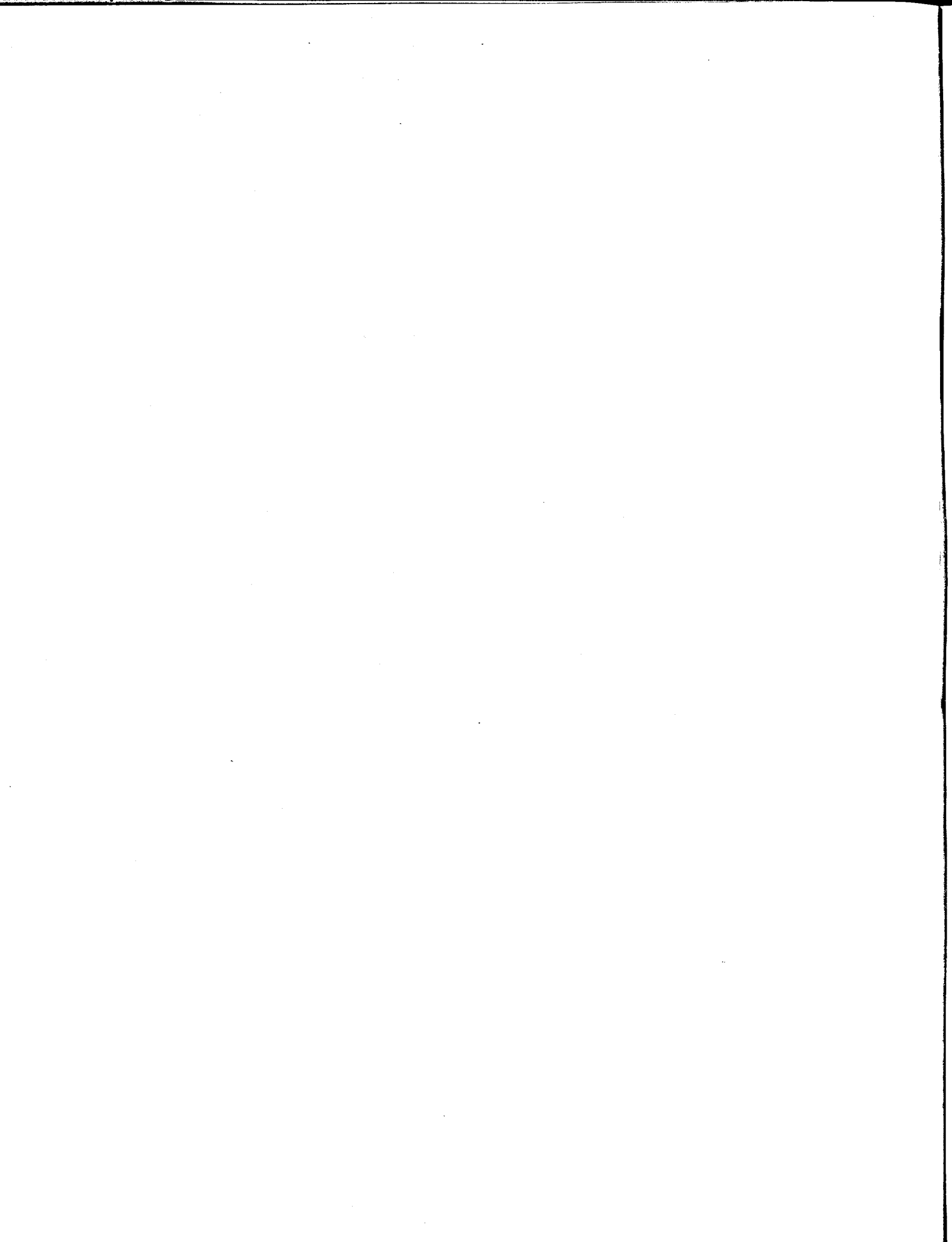
NOV - 6 2001

Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

**September, 2001**

# Table of Contents

	Page
Preface	3
Organization and Implementation	4
<b>Part I - Access to Information</b>	
Requests Processed	9
Complaints, Court Applications	10
Designation Order	10
<b>Part II - Privacy</b>	
Requests Processed	11
Correction of Information	12
Formal/Informal Interface	12
Designation Order	12
Disclosure under Section 8(2)(e)	12
Use and Disclosure	12
Court Applications	13
<b>Annex A - Statistical Report on the <i>Access to Information Act</i></b>	
<b>Annex B - Designation Order under the <i>Access to Information Act</i></b>	
<b>Annex C - Statistical Report on the <i>Privacy Act</i></b>	
<b>Annex D - Designation Order under the <i>Privacy Act</i></b>	



# Preface

## Responsibilities

### The Department of Foreign Affairs and International Trade:

- Manages Canada's political, economic, trade and cultural relations with over 100 other countries.
- Manages Canada's diplomatic missions and delegations around the world
- Provides a wide range of services to Canadians who are travelling or living abroad: passports, advice, information, and assistance in the event of natural disasters or other emergencies.
- Helps Canadian businesses to promote and sell their goods and services in foreign markets.
- Encourages the flow of investment and new technology into Canada.
- Negotiates trade and investment agreements, and resolves disputes on behalf of Canadian stakeholders.
- Promotes international human rights, peace and security through our relations with individual countries as well as through our membership in international organizations.
- Works with representatives of other countries to develop international laws and regulations.
- Ensures that Canadian policies are consistent with our international obligations.
- Promotes Canadian cultural industries and educational institutions abroad.
- Organizes official visits to Canada by heads of state, heads of government and ministers, and visits by the Governor General, Prime Minister and other ministers abroad.
- Enhances Canadians' understanding of international trade and foreign policy issues through public information programs, media relations activities, consultations, our Internet web site and other outreach activities.

## Organization and Implementation

### Organization

- The Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office of the Department) has been delegated full authority to exercise the powers of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*.
- The ATIP Director reports to the Director General of the Executive Services Bureau. In addition to the ATIP Director, the Deputy Minister of Foreign Affairs, the Deputy Minister for International Trade, and the Director General of the Executive Services Bureau are also designated with full powers, and all Heads of Mission are designated to act under Section 8(2)(m) of the *Privacy Act*.
- In addition to the Director, the ATIP Office has a complement of seven officers, three support staff and various consultants, all of whom are dedicated to access, privacy and directly related issues on a full-time basis. The mix of rotational foreign service and non-rotational specialist staff reflects an appropriate balance between broad ATIP experience and detailed knowledge of the policies and workings of a large and multi-faceted Department.
- The estimates of salary and operations for the ATIP Office found in the statistical record included in this report combine figures for operations under both the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* since a breakdown for each Act is not practical.



## Activities

- The development, co-ordination and implementation of effective policies, guidelines and procedures to manage the Department's compliance with both Acts.
- The Canadian Government holds records and information received in confidence from foreign Governments and international organizations. Other federal Government institutions are encouraged to solicit the assistance of the Department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of international affairs. The ATIP Office is responsible for consultations with foreign Governments which are normally undertaken through Canadian posts abroad or resident foreign missions in Canada.
- Requests by foreign Governments regarding the declassification and disclosure of Canadian documents.
- Collection, under various legislative authorities or otherwise, of commercial information in confidence from Canadian companies operating abroad or dealing with foreign Governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested parties before considering disclosure of any records.
- Response to requests for release of personal information to federal investigative agencies under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act*.
- Promoting awareness of both Acts through briefings and guidance to departmental units on compliance with the legislation.
- Monitoring departmental compliance with both Acts, accompanying regulations and relevant procedures and policies. All requests submitted to the Department within Canada or at Canadian missions abroad are replied to by the ATIP Office in Ottawa.

## **Additional Responsibilities**

Due to the international role of the Department of Foreign Affairs, the Department faces special challenges in the administration of the ATIP legislation. The interests of other states and international organizations would be seriously affected were sensitive information released inappropriately. If such information is not properly protected, significant damage could result - not only in respect of Canada's relations with the affected party, but with others who may be less forthcoming in future matters of interest to Canadians.

The broad rule on state-to-state relations, and Canadian participation in deliberations of international organizations or multilateral bodies, is that communications between and among governments are private. The Canadian legislation, designed for domestic circumstances, must therefore be applied judiciously to retain the trust of other governments and organizations with which Canada deals. Similarly, the Department of Foreign Affairs and International Trade holds data and information provided, usually in confidence, by provincial governments in Canada, by other federal departments and by the Canadian business sector.

## **Consultation**

The Canadian government holds records and information received in confidence from foreign governments and international organizations. Other federal government institutions are encouraged to solicit the assistance of the Department in determining the extent to which documents were obtained in confidence or the extent to which disclosure of information would be injurious to the conduct of Canada's international affairs. These consultations can be lengthy and complex. The ATIP Office is responsible for consultations with foreign governments and international organizations, which are normally undertaken through Canadian posts abroad or, at times, through foreign missions resident in Canada.

The Department also collects, under various legislative authorities or otherwise, an appreciable amount of commercial information obtained in confidence from Canadian companies operating abroad or dealing with foreign governments. In the event of requests for such information, the Department, if it determines it has no substantive interest in the information, will undertake appropriate notification or consultation with interested third parties before disclosing records.

In 2000-2001 the Department received 421 consultations from other governments and departments for release of information, a 26.8% increase over last year. Included in these statistics are a number of requests for consultation with foreign Governments for release of information and requests from foreign Governments for the declassification of information by the Canadian Government.

## **Requests from Investigative Bodies**

The ATIP Office processed 177 requests for disclosure of information under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act*. This is a 90.3% increase in numbers over last fiscal year.

## **Enhanced Access**

### **Screening Program**

The ATIP Office is responsible for screening Departmental records prior to transfer to the National Archives. This obligatory program allows the department to release records each year that facilitate research access to greater volumes of information concerning Canada's conduct of international relations.

### **Historical Section: Informal Access Program**

This program provides an avenue for academics and serious researchers who seek access to records held by the department in order to carry out to their work. With the assistance of departmental divisions, access to records held by the Department is expedited within a framework ensuring that sensitive information remains protected.

### **Informal Access**

The ATIP Office responded to a number of requests for informal access to information. Informal requests are also addressed to divisions within the Department, the Media Relations Office, the main Departmental library which is located on the main floor of the building for enhanced public access, or to missions abroad. Departmental officers are encouraged to consider responding to informal requests for information.

### **Reading Room**

A reading room is available in the public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. Current departmental manuals and other documents are available for view by members of the public. This area is also available for requesters who wish to examine directly material being disclosed, to reduce the impact of related photocopying fees. Descriptions of requests are placed on an internet home page once processing has been finalized to allow the public to be aware of what information has been previously released by the Department.

## Challenges

Both the number of access to information requests and requests to the Department for personal information have continued to increase rapidly, as have the number of consultation requests from other departments and foreign governments. It is anticipated that interest in information held by the Department will continue to grow as public awareness also increases.

The Department also faces certain challenges that may not affect other federal departments, including:

- the need to obtain documents held at diplomatic missions overseas in order to respond to requests
- the high volume of cases requiring consultation with third parties and other governments and international organizations or multilateral bodies
- the complexity and sensitivity of requests received

Furthermore, given the nature of the Department's work, employees must often deal rapidly with urgent international crises. Thus, the Department must regularly balance the competing priorities of response to an urgent situation on the one hand with requests for access to information on the other.

## Progress

Over the course of the last fiscal year, DFAIT released more than twice the number of pages to requesters than the previous year. The ATIP division reviewed 91,990 pages of information, up from 36,119 last year. In addition, we completed processing one of the largest access to information requests in the history of the *Act*. This request required review of approximately 1.5 million pages of records.

In anticipation of increased interest in government response on-line, DFAIT used this extraordinary request as a unique pilot project and completed processing of all information electronically. Using this experience, the Department is now proceeding with plans to expand this capacity.

DFAIT also completed processing of 83.6% more requests for personal information than were completed last year, and dealt with a 90.3% increase in requests under the *Privacy Act* from identified Investigative Bodies. While the requirements of the Access to Information Act have been a subject of media attention during the past year, the Department also has mandatory and important obligations under the *Privacy Act* that cannot be ignored.

# Part I - Access to Information

## Statistical Report

The complete statistical report can be found at the end of this report, as Annex A.

## Interpretation/Explanation

During fiscal year 2000-2001, the Department of Foreign Affairs and International Trade received 437 new requests pursuant to the *Access to Information Act*. One hundred and fifty-six requests were carried over from the previous reporting year. Of these 593 requests, 468 were completed during the period of this report and 125 were carried forward. Two hundred and eight requests were completed in 30 days or less and a further 69 were completed in less than 60 days. The remainder required more than 60 days to complete.

The disposition of the completed requests is as follows:

All disclosed	79
Disclosed in part	205
Nothing disclosed (exempt)	12
Nothing disclosed (excluded)	1
Transferred	8
Unable to process	86
Abandoned	73
Treated informally	4
<b>TOTAL COMPLETED</b>	<b>468</b>

The statistical report does not reflect consultation requests, of which the Department received 421 from other departments and other governments, a 26.8% increase from last year.

The breakdown of requesters, below, is not clearly indicative of end users. They must be inferred from information provided with the access to information request. The breakdown is as follows:

Media	105
Academic	6
Business (including professional requesters)	117
Organizations (including Members of Parliament)	107
Public	102

The costs identified in Annex A indicate estimated salary and operations budget.

### **Complaints**

Of the 97 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department, 71 were under the *Access to Information Act*.

Twenty-four of the complaints under the *Access to Information Act* concerned delays (up from 14 in the previous year). Upon investigation, 45 of the access to information complaints were considered to be well-founded, 16 were judged to be not substantiated and 4 were discontinued.

### **Applications to the Federal Court**

During 2000-2001, there was one new application filed pursuant to section 41 of the *Access to Information Act*.

### **Designation Order**

A current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the *Act* is located at the end of this report, as Annex B.

# Part II - Privacy

## Statistical Report

The complete statistical report can be found at the end of this report, as Annex C.

## Information/Explanation

During FY 2000-2001, 118 Privacy requests were received by the Department. Thirteen requests were carried over from the previous reporting year. Of these 131, 119 were completed during the reporting year, an 83.6% increase in the number of requests completed this year.

They were processed as follows:

All disclosed	44
Disclosed in part	47
Nothing disclosed (excluded)	0
Nothing disclosed (exempt)	3
Unable to process	15
Abandoned	6
Transferred	4
<b>TOTAL COMPLETED</b>	<b>119</b>

Seventy-seven of the completed requests were answered within 30 days, 16 took up to 60 days and 26 exceeded 60 days.

Of the 97 complaints received during the year by the two Commissioners' Offices concerning the Department, 26 were under the *Privacy Act*.

Twenty-two of the complaints under the *Privacy Act* concerned delay (up from 6 in the previous year). Of the twenty-six *Privacy Act* complaints, 24 were considered to be well-founded and 1 was considered not well-founded.

## **Requests for Correction of Information**

No requests for correction of information held by the Department were received during the period of this report.

As Senior Advisor on privacy issues to the Department, the Director of the Access to Information and Privacy Protection Division (the ATIP Office) regularly provides advice and guidance on important and sensitive policy issues, including the handling and protection of personal information on employee files as well as personal information on others gathered and held on departmental files. Regular intra-departmental briefings and accumulated experience, from training and individual file processing, are resulting in growing awareness of the need to meet the requirements of the *Privacy Act*. The ATIP Office is consulted with increasing frequency by departmental units at headquarters and abroad on the proper handling and protection of information concerning individuals. Informal requests for personal information from the Department's information banks are also handled in the ATIP Office.

## **Formal/Informal Interface**

There has been no change since the last report. Employees of the Department continue to be able to have access to personnel files on an informal basis, usually without recourse to the ATIP Office. Requests from individuals have been handled as expeditiously as possible, formally and informally.

## **Designation Order**

The current list of officials, by title, who have been designated by the Minister to exercise powers under the *Act* is provided at the end of this report, as Annex D.

## **Disclosures under 8(2)(e)**

One hundred and seventy-seven requests for disclosure under Section 8(2)(e) of the *Privacy Act* were received by the Department from federal investigative bodies and all were processed in accordance with the Act.

## **Use and Disclosure**

As the Department controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem.



## **Applications to the Federal Court**

The Federal Court has no application under consideration.


 REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT  
 RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

 Institution DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE  
 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE

 Reporting period Période visée par le rapport  
 4/1/2000 to/à 3/31/2001

Source Media Médias 105 Academia Secteur universitaire 6 Business Secteur commercial 117

Organization Organisme 107 Public 102

**I** Requests under the Access to Information Act  
 Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Received during reporting period Reçus pendant la période visée par le rapport	437
Outstanding from previous period En suspens depuis la période antérieure	156
<b>TOTAL</b>	<b>593</b>
Completed during reporting period Traitées pendant la période visée par le rapport	468
Carried forward Reportées	125

**II** Disposition of requests completed  
 Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed Communication totale	79	6. Unable to process Traitement impossible	86
2. Disclosed in part Communication partielle	205	7. Abandoned by applicant Abandon de la demande	73
3. Nothing disclosed (excluded) Aucune communication (exclusion)	1	8. Treated informally Traitement non officiel	4
4. Nothing disclosed (exempt) Aucune communication (exemption)	12	<b>TOTAL</b>	<b>468</b>
5. Transferred Transmission	8		

**III** Exemptions invoked  
 Exemptions

S. Art. 13(1)(a)	78	S. Art. 16(1)(a)	7	S. Art. 18(b)	3	S. Art. 21(1)(a)	82
(b)	15	(b)	1	(c)	0	(b)	75
(c)	2	(c)	8	(d)	3	(c)	38
(d)	2	(d)	0	S. Art. 19(1)	135	(d)	7
S. Art. 14	12	S. Art. 16(2)	19	S. Art. 20(1)(a)	8	S. Art. 22	2
S. 15(1) International ref. Art. Relations intern.	33	S. Art. 16(3)	1	(b)	55	S. Art. 23	29
Defence Défense	138	S. Art. 17	8	(c)	40	S. Art. 24	0
Subversive activities Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	2	(d)	41	S. Art. 26	0

**IV** Exclusions cited  
 Exclusions citées

S. Art. 68(a)	8	S. Art. 69(1)(c)	5	V 30 days or under 30 jours ou moins	208
(b)	0	(d)	13	31 to 60 days De 31 à 60 jours	69
(c)	0	(e)	9	61 to 120 days De 61 à 120 jours	91
S. Art. 69(1)(a)	14	(f)	0	121 days or over 121 jours et plus	100
(b)	1	(g)	21		

**VI** Extensions  
 Prorogations des délais

	30 days or under 30 jours ou moins	31 days or over 31 jours ou plus
Searching Recherche	43	89
Consultation	16	25
Third party Tiers	0	23
<b>TOTAL</b>	<b>59</b>	<b>137</b>

**VII** Translations  
 Traductions

Translations requested Traductions demandées	Translations prepared Traductions préparées
English to French De l'anglais au français	English to French De l'anglais au français
French to English Du français à l'anglais	French to English Du français à l'anglais

**VIII** Method of access  
 Méthode de communication

0	Copies given Copies de l'original	277
0	Examination Examen de l'original	7
0	Copies and examination Copies et examen	4

**IX** Fees  
 Frais

	Net fees collected Frais nets perçus	No. of times Nombre de fois
Application fees Frais de la demande	\$2,080.00	77
Reproduction	\$1,870.80	26
Searching Recherche	\$4,056.20	
Preparation Préparation	\$371.80	
Computer processing Traitement informatique	\$0.00	
<b>TOTAL</b>	<b>\$8,378.80</b>	
Fees waived Dispense de frais		
\$25.00 or under 25 \$ ou moins		\$567.00
Over \$25.00 De plus de 25 \$		\$3,516.00

**X** Costs  
 Coûts

	Financial (all reasons) Financiers (raisons)	Person year utilization (all reasons) Années-personnes utilisées (raisons)
Salary Traitement	\$581,000.0	10.00
Administration (O and M) Administration (fonctionnement et maintien)	\$380,000.0	
<b>TOTAL</b>	<b>\$961,000.0</b>	
Person year (decimal format) Années-personnes (nombre décimal)		10.00

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

***Access to Information Act Designation Order***

The Minister of Foreign Affairs, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons acting in those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Minister of Foreign Affairs as the head of a Government institution under the Act. This designation replaces the designation dated January 17, 1994.

**SCHEDULE****Position**

1. Deputy Minister of Foreign Affairs
2. Deputy Minister for International Trade
3. Director General, Executive Services Bureau
4. Director, Access to Information and Privacy Protection Division

DATE: March 11, 1998

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Hefferman".

RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution: DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE / MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE

Reporting period / Période visée par le rapport: 4/1/2000 to/à 3/31/2001

**I** Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection

Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	118
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	13
<b>TOTAL</b>	<b>131</b>
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	119
Carried forward / Reportées	12

**II** Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées

1. All disclosed / Communication totale	44
2. Disclosed in part / Communication partielle	47
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	3
5. Unable to process / Traitement impossible	15
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	6
7. Transferred / Transmission	4
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>

**III** Exemptions invoked / Exceptions invoquées

S. Art. 18(2)	0
S. Art. 19(1)(a)	5
(b)	1
(c)	0
(d)	0
S. Art. 20	0
S. Art. 21	9
S. Art. 22(1)(a)	0
(b)	7
(c)	0
S. Art. 22(2)	0
S. Art. 23(a)	1
(b)	0
S. Art. 24	0
S. Art. 25	1
S. Art. 26	44
S. Art. 27	6
S. Art. 28	0

**IV** Exclusions cited / Exclusions citées

S. Art. 69(1)(a)	0
(b)	0
S. Art. 70(1)(a)	1
(b)	0
(c)	1
(d)	0
(e)	0
(f)	0

**V** Completion time / Délai de traitement

30 days or under / 30 jours ou moins	77
31 to 60 days / De 31 à 60 jours	16
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	5
121 days or over / 121 jours ou plus	21

**VI** Extensions / Prorogations des délais

	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	6	0
Consultation	7	0
Translation / Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>0</b>

**VII** Translations / Traductions

Translations requested / Traductions demandées	0
Translations prepared / Traductions préparées	0
English to French / De l'anglais au français	0
French to English / Du français à l'anglais	0

**VIII** Method of access / Méthode de consultation

Copies given / Copies de l'original	88
Examination / Examen de l'original	3
Copies and examination / Copies et examen	1

**IX** Corrections and notation / Corrections et mention

Corrections requested / Corrections demandées	0
Corrections made / Corrections effectuées	0
Notation attached / Mention annexée	0

**X** Costs / Coûts

	Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	(\$000)
Salary / Traitement		581,000.0
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)		380,000.0
<b>TOTAL</b>		<b>961,000.0</b>
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)		10.00

Minister of Foreign Affairs



Ministre des Affaires étrangères

Canada

**Privacy Act Designation Order**

The Minister of Foreign Affairs, pursuant to section 73 of the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons acting in those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Minister of Foreign Affairs as the head of a Government institution under the sections of the Act set out opposite each position in the schedule. This designation replaces the designation dated January 17, 1994.

**SCHEDULE**

	<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1.	Deputy Minister of Foreign Affairs	All sections
2.	Deputy Minister for International Trade	All sections
3.	Director General Executive Services Bureau	All sections
4.	Director, Access to Information and Privacy Protection Division	All sections
5.	Heads of diplomatic/consular missions	Paragraph 8(2)(m)

DATE: March 11, 1998

Access to information and  
privacy protection annual  
report